

TD 1 - Environnement économique

Planification :

Semaine 42 et 43 - (Semaine 45 : correction et QCM(?))

Travail individuel (à rendre potentiellement par mail) sous forme d'un document PDF.

Ressources en ligne à consulter régulièrement :

<http://econoclaste.eu/econoclaste/>

<http://www.blog-illusio.com/>

Travail à faire

1 - Compléter le cours

Lire /visionner les documents suivants :

- <http://www.citeco.fr/Le-circuit-economique>
- Doc joint en PDF : Le libéralisme : P. 1 à 6
- Doc joint en PDF : Le keynésianisme : P. 1 à 5
-

2 - Réaliser un lexique

Réaliser un lexique avec les mots suivants (lexique qui sera complété avec les TD suivants et les TD de fonctionnements des organisations :

Économie ; Macro-économie ; Micro-économie ; Marché, J.M. Keynes (quelques éléments bibliographiques) ; A Smith (quelques éléments bibliographiques), K. Marx (quelques éléments bibliographiques), Déficit public ; Dette publique ; BCE, Marché(s), fonctions régaliennes.

3 - Les chiffres de l'économie

En plus du lexique, réalisez une fiche (qui sera complétée au fur et à mesure) avec les chiffres de l'économie (sur les trois dernières années : 2019-2018-2017) :

- Montant du PIB
- Montant de la dette en % PIB
- Montant du déficit budgétaire en % PIB
- Déficit de la sécurité sociale
- SMIC horaire brut et net

Attention aux sources, à leur validité, sources qui devront être mentionnées. (Rappel : sur votre ENT, vous avez accès à plusieurs bases de données en lien avec l'économie)

4 – Compréhension et application :

Répondre aux questions en s'appuyant sur vos connaissances et sur le texte suivant :

États-Unis - Primaires démocrates : sur les inégalités, l'explosion des propositions

Isabelle Hanne, Correspondante à New York — 11 septembre 2019

Q1) Quel(s) courant(s) économique(s) considère(nt) qu'il faut corriger les inégalités sociales et économiques.

Q2) Quel(s) courant(s) économique(s) s'oppose(nt) à l'intervention de l'État en général, et en particulier, pour corriger les inégalités sociales et économiques ? Présentez et définissez précisément ce courant.

Q3) « Crédits d'impôts pour les plus pauvres, taxes sur les transactions financières, salaire minimum, augmentation de la taxation des plus riches, revenu universel.... ». Précisez et définissez précisément quel(s) courant(s) économique(s) pourrai(en)t proposer des mesures allant dans ce sens ?

Dans le sillage de Bernie Sanders, la plupart des candidats démocrates, dont les 10 principaux débattent ce jeudi à la télévision, ont mis la justice sociale au cœur de leur campagne. Et notamment la sénatrice du Massachusetts Elizabeth Warren, qui s'impose dans le trio de tête avec son programme détaillé sur la question.

Primaires démocrates : sur les inégalités, l'explosion des propositions

Crédits d'impôts pour les plus pauvres, taxes sur les transactions financières, salaire minimum, augmentation de la taxation des plus riches, revenu universel... Dans la campagne pour les primaires, les candidats à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle américaine de 2020 se sont emparés de la question des inégalités économiques et des inégalités sociales qu'elles génèrent. Inégalités en matière de santé (les Américains les plus riches vivent en moyenne quinze ans de plus que leurs concitoyens les plus pauvres), d'éducation, de logement... Au cœur de leur programme, l'ambition de corriger, avec des propositions cosmétiques ou radicales, la très inégale répartition des richesses aux États-Unis. (...)

«0 % de croissance pour la moitié de la population»

Aujourd'hui, la richesse des 130 000 Américains les plus aisés équivaut à celle des 117 millions les plus pauvres. Bien loin du fameux «rêve américain» et de ses promesses de mobilité sociale, les États-Unis ont vu une augmentation constante des inégalités depuis la révolution reaganienne. En 1980, les 0,1 % des Américains les plus riches contrôlaient 7 % de la richesse nationale. En 2014, les mêmes en contrôlaient 22 %, et détenaient à eux seuls davantage que 85 % de la population. Ces chiffres sont issus des travaux des économistes français Gabriel Zucman et franco-américain Emmanuel Saez, tous deux enseignants à l'université de Berkeley (Californie) et contributeurs du Rapport sur les inégalités mondiales (2018) dirigé par Thomas Piketty. Ils attribuent cette explosion des inégalités à la fiscalité. «On voit la corrélation entre la dégradation sociale [aux États-Unis] et la forte baisse de la pression fiscale, expliquait l'an dernier Gabriel Zucman à Libération. Vouloir poursuivre une politique d'allègement des impôts pour les plus riches, comme l'envisage l'administration Trump, ne peut qu'aggraver les inégalités après impôts.» L'économiste rappelait d'ailleurs qu'«il y a eu 0 % de croissance économique pour la moitié de la population depuis trente-huit ans».

Dans leur nouveau livre à paraître mi-octobre aux États-Unis, *The Triumph of Injustice : How the Rich Dodge Taxes and How to Make Them Pay* («Le triomphe de l'injustice : comment les riches esquivent l'impôt et comment les faire payer»), Saez et Zucman appellent même à une «révolution de l'impôt». En partant de ce constat : les ultra-riches sont aujourd'hui aussi peu imposés que dans les années 20 alors que, dans le même temps, les Américains les plus pauvres n'ont eu de cesse de voir leurs impôts augmenter. L'impôt régressif est présenté comme «le moteur des inégalités aux États-Unis».

La réforme fiscale portée par le président Trump, adoptée fin 2017 et l'une de ses rares victoires législatives, n'a fait qu'empirer cette tendance, allégeant encore la pression fiscale sur les plus riches. «Cette réforme est totalement biaisée au bénéfice des riches et contribue à encore plus creuser **le déficit budgétaire américain**», affirme Harry Holzer, chief economist du département du Travail sous la présidence de Bill Clinton(...)

La sénatrice du Massachusetts Elizabeth Warren, autre candidate à l'investiture, propose, elle, un programme très détaillé sur la question. L'an dernier, son équipe de campagne est allée chercher Zucman et Saez pour élaborer un projet d'impôt sur la fortune, inédit aux États-Unis, et réduire l'ultra-concentration des richesses. Warren a dévoilé en janvier son projet d'impôt pour les super-riches : une taxe sur la fortune des 0,1 % des Américains les plus riches. Les fortunes supérieures à 50 millions de dollars (45,5 millions d'euros) seraient imposées à hauteur de 2 % ; celles au-dessus d'1 milliard de dollars à 3 %. Ainsi, en taxant 75 000 foyers, l'État récupérerait 2 750 milliards de dollars sur dix ans. (...)

Utopie ou non, les positions de Warren sur le sujet l'ont placée, selon les sondages, dans le trio de tête des candidats, derrière Joe Biden et au coude-à-coude avec le sénateur indépendant du Vermont Bernie Sanders. Connue des Américains depuis la crise financière de 2008 pour sa lutte contre la corruption, la cupidité des banques et les monopoles des grandes entreprises, elle a été la première à annoncer sa candidature. (...)